

**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(REPUBLIQUE DU SENEGAL)**

**Revue indépendante de la conformité de
la passation des marchés des Autorités
contractantes du Groupe II - Gestion 2013**

**Centre Expérimental de Recherche et d'Etudes
pour l'Equipement (CEREEQ)**

RAPPORT DEFINITIF

Juillet 2015



Grant Thornton

Grant Thornton
2 place de l'indépendance
Immeuble SDIH
2e, 3e et 4e étage
BP 7642 - Dakar
T 00 221 33 889 70 70
F 00 221 33 821 10 70
grantthornton@sn.gt.com

www.grantthornton.sn

SIGLES ET ACRONYMES

AC	:	Autorité contractante
ARMP	:	Autorité de Régulation des Marchés Publics
AGPM	:	Avis Général de Passation des Marchés
CEREEQ	:	Centre expérimental de recherches et d'études pour l'équipement
AOO	:	Appel d'Offres Ouvert
AOR	:	Appel d'Offres Restreint
CM	:	Commission des Marchés
CCAG	:	Cahier des Clauses Administratives et Générales
ACP	:	Agent Comptable Particulier
CMP	:	Code des Marchés Publics
CPM	:	Cellule de Passation des Marchés
CRD	:	Commission de Règlement des Différends
DAO	:	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	:	Direction Centrale des Marchés Publics
DRP	:	Demande de Renseignement et de Prix
MEF	:	Ministère de l'Economie et des Finances
PV	:	Procès verbal
PPM	:	Plan de Passation des Marchés
PI	:	Prestations Intellectuelles
TDR	:	Termes de référence
UEMOA:		Union Economique Monétaire Ouest Africaine
N/A	:	Non applicable

Dakar, le 25 juillet 2015

**A Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics
Dakar**

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Monsieur le Directeur Général,

En exécution de la mission que l'ARMP a bien voulu nous confier et relative à la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés publics conclus par les autorités contractantes du groupe II pour la Gestion 2013, nous avons l'honneur de vous soumettre conformément aux termes de référence, notre rapport définitif concernant la Société CEREEQ.

Ce rapport n'a pas fait l'objet d'observations par l'Autorité contractante nonobstant le délai de réponse accordé par le Cabinet.

Nous avons effectué notre revue sur la base des Termes de Références (TDR) du contrat de services signé entre l'Autorité de Régulation des Marchés publics et le cabinet Grant Thornton.

Selon les TDR, la mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus en 2013 par les autorités contractantes ciblées, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Obligations de l'Administration et le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics et ses textes d'application.

SYNTHESE DE NOS TRAVAUX

Au cours de la gestion 2013, le CEREEQ a conclu quatre (04) demandes de renseignement et de prix selon la liste communiquée par la Cellule de Passation des Marchés, pour un coût global de **32 693 302 F CFA**.

Nous avons procédé à des tests d'exhaustivité en analysant les données financières et comptables mises à notre disposition par la Direction administrative et financière du CEREEQ. A l'issue de nos travaux, nous avons eu connaissance de l'achat de petits matériels et outillage d'un montant de **8 544 000 CFA**.

Cette dépense n'a pas été inscrite dans le plan de passation.

Dans le cadre de nos travaux, notre échantillon a porté sur 4 dossiers représentant **100 %** du montant global des marchés.

Notre sélection peut être récapitulée comme suit :

MODE DE PASSATION	FSE				
	RECAPITULATIF DES MARCHES (EN F CFA)		MARCHES SELECTIONNES POUR REVUE (EN F CFA)		
	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	SCOOP EN VOLUME/MODE
DRP	04	32 693 302	04	32 693 302	100%
TOTAL	04	32 693 302	04	32 693 302	
Taux de couverture			100%	100 %	

Au terme de nos travaux, les principaux constats peuvent être résumés comme suit :




CONSTATS D'ORDRE GENERAL

- **La non préparation et transmission du rapport annuel** : Le rapport annuel sur la passation des marchés destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé par la cellule de passation des marchés du CEREEQ en violation de l'article 142 du CMP;
- **La nomination tardive du coordonnateur de la cellule des marchés** : Le coordonnateur de la Cellule des marchés a été nommé par note de service 020/13 du 23 juillet 2013 soit plus de 7 mois après la date limite du 05 Janvier de chaque année fixée par l'arrêté n°11588 du 28 Décembre 2007 ;
- **Le défaut de publication des attributions des marchés de DRP** : au terme de nos travaux, nous avons constaté l'absence de transmission à la DCMP, des procès verbaux d'attribution des marchés passés par DRP et ayant atteint le seuil fixé par la réglementation, aux fins de publication sur le site des marchés publics, en violation de l'article 78.3b du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés Publics.
- **Le défaut de soumission des dossiers d'appel à concurrence pour les marchés à commande à la DCMP pour le contrôle a priori** : pour les marchés à commande passés par le CEREEQ, le contrôle a priori sur les dossiers d'appel à candidature par la DCMP n'a pas été fait en violation de l'article 140 du CMP.
- **Le défaut d'information des soumissionnaires non retenus** : Au regard des pièces classées dans le dossier de marché, les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres, en violation des dispositions de l'article 83.3 du CMP ;
- **Le non respect des attributions de la CPM** : Un des membres de la Cellule participe aux travaux d'évaluation et signe le rapport d'évaluation, en violation des dispositions de l'article 1 de l'arrêté 11586 du 28/12/2007 qui précise que la CPM est chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation de marchés ainsi qu'au bon fonctionnement des commissions des marchés ;
- **L'absence simultanée dans la transmission des lettres d'invitation** : l'envoi des lettres d'invitation n'est pas simultanée en violation des dispositions de l'article 78 al 2 du décret portant CMP ;
- **Aucun document pouvant attester de la capacité juridique des différents soumissionnaires n'a été demandé aux candidats**, en violation des dispositions des articles 44 et 78 alinéa 2, qui disposent que les spécifications techniques doivent être bien précises ainsi que la procédure de consultation ;
- **Les rapports d'évaluation des offres sont très sommaires** : les évaluations sont faites uniquement sur la base d'une comparaison des prix. ;
- **Le non respect des cinq jours francs pour les convocations de membres de la commission**, en violation des dispositions de l'article 39.1 du CMP ;
- **L'utilisation de critères d'évaluation non communiqués au moment du lancement de la procédure** : pour les marchés à commande, l'évaluation ne s'est pas faite sur les quantités maximales. C'est seulement dans le contrat que le montant minimal et le montant maximal sont fixés. Ceci constitue une violation des règles de transparence édictées par le CMP, l'évaluation se faisant sur la base de critères non connus par les candidats au départ.

CONSTATS SPECIFIQUES A LA PASSATION ET A L'EXECUTION FINANCIERE DES MARCHES EXAMINES

❖ EN CE QUI CONCERNE LES MARCHES PASSES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP)

Notre revue a porté sur les quatre marchés listés ci-dessous :

-  MARCHE N° 3/2013 : **fourniture de lubrifiants et de l'entretien des véhicules** Montant minimal 2 389 854 F CFA Montant maximal 4 000 000 F CFA.
-  MARCHE N° F/CRQ/02/2013 : **Fournitures de bureau et consommables informatiques** Montant minimal : 6 000 000 F CFA TTC Montant maximal : 9 993 302 F CFA TTC.
-  MARCHE N° 4/2013 : **Acquisitions de pièces de rechanges véhicules montant** : Montant minimal 5 000 000 F CFA Montant maximal 10 000 000 F CFA.

Pour ces marchés nous n'avons pas relevé de constats spécifiques.

 MARCHE N° S/CRQ/01/2013 : **Gardiennage des locaux du CEREEQ** montant : 725 000 F CFA mensuel

Pour ce marché, la DRP n'a pas été élaborée conformément aux dispositions de l'article 77 du décret portant CMP. Aucun critère de qualification n'est exigé aux candidats.

CONSTATS SPECIFIQUES A L'EXECUTION PHYSIQUE

Les marchés du CEREEQ ne figurent pas dans l'échantillon faisant l'objet de contrôles physiques validé avec l'ARMP.

SYNTHESE DE NOS CONCLUSIONS

Notre revue sur la conformité de la passation des marchés publics au sein de cette AC a concerné quatre (04) DRP représentant 100% du montant total des dépenses. Du fait des anomalies soulevées ci-dessus, nous estimons que la procédure de passation des marchés au niveau du CEREEQ n'est pas conforme aux dispositions du décret n°2011-1048 portant Code des Marchés Publics.

Nous tenons à remercier l'ensemble des interlocuteurs rencontrés pour leur disponibilité et leur collaboration au moment de notre intervention.

Nous vous souhaitons bonne réception du présent rapport et vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur Général**, l'assurance de notre considération distinguée.

Mansour GAYE
Associé



SOMMAIRE

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION.....	7
1.1. CONTEXTE.....	8
1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR	8
2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	10
2.1. LE CADRE JURIDIQUE.....	11
2.2. LE CADRE INSTITUTIONNEL.....	12
2.3. LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES	13
2.4. LES MODES DE PASSATION DES MARCHES.....	13
3. METHODOLOGIE DE REVUE.....	15
3.1. CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE.....	16
3.2. COORDINATION GENERALE DE LA MISSION.....	16
3.3. PHASE DE PRE AUDIT	16
3.4. ECHANTILLONNAGE	18
3.5. AUDIT DE L' EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	18
3.6. PHASE DE CONTROL DE LA QUALITE ET DE REVUE INDEPENDANTE.....	19
3.7. PHASE DE RESTITUTION DES RAPPORTS	19
4. SYNTHESE DE LA REVUE	20
4.1. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL, A L'ORGANISATION, ET A L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES	21
4.2. CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES	22
4.3. CONSTATS RELATIFS A L'EXECUTION FINANCIERE.....	25
4.4. CONSTATS RELATIFS A L'AUDIT PHYSIQUE (MATERIALITE, EXECUTION PHYSIQUE)	25
4.5. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS	26
5. STATISTIQUES DES ANOMALIES.....	27
6. ANNEXES	29

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1 CONTEXTE

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2013 par les autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des présents termes de référence.

1.2 OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 du Code des Marchés publics. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- ❖ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
- ❖ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux de liberté d'accès, d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le CMP ;
- ❖ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ❖ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant

apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations relativement aux dispositions du CMP ;

- ❖ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- ❖ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- ❖ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ❖ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe
- ❖ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ❖ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur,
- ❖ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,
- ❖ Formuler des recommandations,
- ❖ Assurer une formation de 2 jours au profit de 25 experts de l'ARMP et de la DCMP sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés publics. Les sessions de formation auront lieu au siège desdites institutions.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant ont porté sur :

- Le contrôle de la qualité des contrats attribués, en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- Le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart a été relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante a été examinée ;
- Le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;
- L'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
- L'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

2-1 LE CADRE JURIDIQUE

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

LES DIRECTIVES :

- Directive n°4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Directive n°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine.

LES LOIS

- Loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi 96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi 99-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Loi 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi organique 2011-15 du 08 Juillet 2011 relative aux lois de Finances, en application de la directive 06/2009/CM/UEMOA du 26 Juin 2009.

LES DECRETS

- Décret 2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- Décret 2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret 81-844 du 20 Août 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des marchés publics
- Décret 2011-1880 du 24 Novembre 2011 portant réglementation générale sur la comptabilité publique.

LES ARRETES

- Arrêté N°03193/ MEF/ du 07 Avril 2010 relatif aux procédures applicables aux marchés passés par les communautés rurales et certaines communes ;
- Arrêté 012782 du 26/12/2012 pris en application des dispositions de l'article 140.b) et 140.c) du Code des Marchés publics et fixant les seuils de contrôle a priori des rapports d'analyses comparatives d'offres ou de propositions et des procès- verbaux d'attribution provisoire de marché et à l'examen juridique et technique des projets de marché respectivement ;
- Arrêté 012785 du 26/12/2015 pris en application des dispositions de l'article 140.a du Code des Marchés publics et fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure ;
- Arrêté 012786 du 26/12/2012 pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés publics et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;

- Arrêté 012787 du 26/12/2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics ;
- Arrêté 012788 /PM/SGG du 26/12/2012 pris en application de l'article 44-f du Code des Marchés publics et fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté 012789 du 26/12/2012 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78-3-a du Code des Marchés publics ;
- Arrêté 012790 du 26/12/2012 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du Code des Marchés publics ;
- Arrêté 012791 du 26/12/2012 pris en application de l'article 114 du code des marchés publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution.

LES CIRCULAIRES

- Circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP.

LES DECISIONS

- Décision 0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

Le Décret portant Code des marchés publics régit le système des marchés publics au Sénégal. Il est complété par une série de décrets, d'arrêtés et de circulaires pour faciliter sa mise en application. Nous nous sommes attelés à prendre connaissance de l'ensemble des actes réglementaires et normatifs qui régissent le secteur des marchés publics.

2-2 LE DISPOSITIF INSTITUTIONNEL

2-2.1 LES ENTITES DE REGULATION ET DE CONTROLE

Le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation.

2.2.1.1 LA DIRECTION CENTRALE DES MARCHES PUBLICS

Le contrôle a priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-547 du 25 Avril 2007.

2.2.1.2 L'AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de Régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de Règlement des Différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction Générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

2.2.2 LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES

La passation des marchés publics est d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier.

Aussi le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 a-t-il mis en place une Cellule de Passation des Marchés et une Commission des Marchés, structures encadrées par les articles 35 à 40 du Code des Marchés Publics.

2.2.2.1 LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des Marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés.

Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté 11586/MEF du 28 Décembre 2007. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des Marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés ;
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés ;
- le classement et l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services ;
- l'établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés de l'Autorité contractante ;
- l'établissement de l'avis général de passation des marchés et sa publication conformément aux articles 6 et 56 du Code des Marchés publics ;
- l'insertion des avis et autres documents relatifs à la passation des marchés dans le système national informatisé de gestion des marchés ;
- l'identification des besoins de formation des services en matière de marchés publics.

2.2.2.2 LA COMMISSION DES MARCHES

L'arrêté 11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des Commissions des marchés, et fixe le nombre de leurs membres.

- la Commission des marchés est chargée notamment : de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

2-3 LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES

Le Code des Marchés Publics, en son article 53 détermine des seuils relatifs à la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics

- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 15 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres

- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (Article 78 du CMP).

2-4 LES MODES DE PASSATION DES MARCHES

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

La procédure spécifique de demande de renseignement et de prix est régie par l'article 78 du décret portant CMP.

3. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES

3.1 CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE

Notre Cabinet a pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et a établi, dans la section ci-après, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre. L'audit est réalisé en conformité avec les Termes de références et, inclut les tests et les procédures d'audit ainsi que les vérifications que nous avons jugées nécessaires au regard des circonstances.

Pour atteindre les objectifs de l'audit, nous procédons à des tests et contrôles aussi fréquents qu'il sera nécessaire. De manière plus précise, notre démarche est la suivante:

- Etablissement de la feuille de route et prise de contact avec l'ARMP pour assurer une planification correcte des missions à réaliser (réunion de démarrage) ;
- Planification et prise de connaissance générale des entités à auditer ;
- Revue des textes régissant les structures à auditer et des rapports relatifs aux audits précédents ;
- Analyse et évaluation de l'organisation institutionnelle de chaque entité concernée ;
- Revue de la procédure de passation et d'exécution des marchés ;
- Elaboration des rapports provisoires ;
- Réception et traitement des commentaires des audités ;
- Traitement des requêtes spéciales ;
- Elaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse ;
- Contrôle qualité ;
- Restitution.

3.2 COORDINATION GENERALE DE LA MISSION

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège est composée d'un noyau sous la direction d'un Associé qui a une expérience avérée en passation de marchés.

Ce dernier est assisté d'auditeurs en passation de marchés et d'une assistante de direction. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin (experts en informatique, ingénieurs en génie civil, etc.). Le support des équipes d'experts est concentré sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, en fonction de nos expériences d'audits similaires en Afrique, pour garantir les meilleures conditions pour la conduite de travaux d'audit efficaces et de haute qualité.

3.3 LA PHASE DE PRE-AUDIT

Après les formalités de négociation et de finalisation du contrat et la phase préparatoire, l'équipe a tenu une réunion de démarrage avec l'ARMP, au cours de laquelle des informations ont été échangées, les attentes précisées et les premières contraintes identifiées. A ce stade, au niveau de chaque autorité contractante, nous avons tenté d'obtenir certaines informations telles que requises par les courriers d'annonce de la mission d'audit des marchés publics, envoyés par l'ARMP aux autorités contractantes ciblées.

La collecte a concerné les documents suivants:

- la liste complète de tous les marchés passés en 2013 ;
- les plans de passation des marchés ;
- l'état d'exécution du plan de passation des marchés ;
- les extraits budgétaires de la gestion 2013 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2013 ;
- les rapports de corps de contrôle de l'Etat ;
- l'ensemble des pièces relatives à chaque acquisition ;
- les rapports d'activités ;
- l'organigramme et /ou le document organisant l'autorité contractante ;
- les actes de désignation des membres de la Commission de passation des marchés ;

- les situations relatives aux marchés et collectées auprès de la DCMP et d'autres services afin d'être confrontées aux listes qui seront ultérieurement obtenues des autorités contractantes;
- les états financiers au 31 décembre 2013 ;
- le fichier des immobilisations ;
- la balance générale au 31 décembre 2013 ;
- toute autre documentation utile à la mission.

3.3.1 PREPARATION DU PLAN D'AUDIT

En fonction de nos échanges au sein de l'équipe clé et des termes de références, nous avons préparé un plan d'audit global.

Ce plan global a été affiné pour donner un plan détaillé, plus exactement un programme de travail adapté, incluant une information précise sur les procédures d'audit et les tests à appliquer durant la mission sur le terrain. Le plan global inclut les propositions de dates pour l'audit, une évaluation intermédiaire des risques d'audit et le niveau proposé de test basé sur les contrôles perçus comme étant mis en place, le degré « d'audit confiance » requis et de matérialité par seuil.

Nos plans ont été conçus afin de nous permettre de conduire les travaux de manière efficace, efficiente et économique, et avec un minimum d'inconvénients pour les audités, et nous nous sommes assurés que :

- les problèmes potentiels ont été identifiés au plus tôt;
- une attention particulière a été dévolue aux zones à risques de l'audit;
- les travaux d'audit rapidement menés et le dossier revu aisément;
- le travail a été réparti de manière adéquate entre membres de l'équipe d'audit.

3.3.2 PROGRAMMATION DES MISSIONS AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES

Une fois que les entités à auditer ont été avisées, munis des lettres d'introduction, nous avons pris contact avec les personnes responsables de ces entités afin de trouver rapidement un accord sur les dates de l'audit et faire approuver l'ordre chronologique des visites. Nous nous sommes assurés que les personnes clés à rencontrer sont disponibles aux dates convenues. Nous avons pris soin de confirmer par courrier les arrangements convenus avec les autorités contractantes.

Avec cette approche, nos communications avec les audités, empreintes du professionnalisme requis, nous ont permis de nous assurer d'un maximum de coopération et d'une traçabilité sans faille.

3.3.3 REUNION DE DEMARRAGE AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES CIBLEES PAR L'AUDIT

Durant les réunions de démarrage avec les audités, nous nous sommes assurés des tâches déterminées dans le programme avec le personnel de l'Audité et avons recadré nos objectifs. Nous avons obtenu une description :

- du cadre réglementaire et institutionnel,
- du niveau d'application du Code des Marchés Publics par la mise en place de la structure organisationnelle, des contrôles internes et des procédures de management de l'Audité en utilisant un questionnaire de contrôle interne,
- du niveau de formation des acteurs intervenant dans les marchés publics.

Cette phase nous a permis de comprendre tous les mécanismes des différents types de structures ciblées à travers l'analyse de la structure organisationnelle et de son fonctionnement, et de vérifier la fiabilité des procédures de gestion administrative et de contrôle interne.

3.4 PHASE DE REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

3.4.1. L'ECHANTILLONNAGE

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés. L'échantillon a été composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière de revue. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

3.4.2 REALISATION DES TRAVAUX D'AUDIT SUR SITE

Au niveau de chaque autorité contractante, nous avons réalisé durant la phase d'exécution de l'audit sur site, des tests sur l'échantillon de contrats sélectionnés. Ces tests ont été menés par rapport à la traçabilité de chaque contrat, de l'expression du besoin en passant par la budgétisation jusqu'au paiement. Ces tests nous ont permis de vérifier la conformité de la conception, l'efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec la loi relative aux marchés publics. Les tests qui ont été mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés ont intégré, outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- procédure de budgétisation/couverture budgétaire ;
- publicité préalable ;
- adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- rapports d'évaluation des offres ;
- traitement des plaintes existantes;
- respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;
- conformité à certaines dispositions particulières de la loi relative aux marchés publics telles que l'inscription préalable des marchés dans les PPM et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement formulées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché, une check list détaillée a été méticuleusement renseignée et présentée en annexe. L'ensemble de ces fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou plusieurs marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

Pour chaque structure audité, les constats ont été systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous avons proposé des mesures appropriées et dont la faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés, avec une claire définition des modalités de mise en œuvre.

Suite à cette revue, il a été établi des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants).

3.5 AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES

Conformément aux termes de référence (TDR), nous avons procédé à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Ces marchés ont exclu logiquement les marchés de nettoyage de locaux, de désherbage, de reprofilage léger de routes, etc., objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications ont été faites sur la base des procès verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrain.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit physique a été articulé sur les points suivants :

- conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- revue de la conduite générale des projets ;
- vérification de la conformité des dépenses effectuées.

L'audit physique s'il ya lieu doit déboucher sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

3.6 PHASE DE CONTROLE DE LA QUALITE ET DE REVUE INDEPENDANTE

Le contrôle qualité est une exigence à Grant Thornton, comme en atteste sa place dans notre manuel des normes et pratiques professionnelles conformément aux standards internationaux en matière d'audit. Le dossier de travail ainsi que tous les rapports ont été revus par un expert indépendant qui n'a pas participé à la mission.

Son rôle est de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales reprises dans notre manuel d'exercice professionnel.

3.7 PHASE DE RESTITUTION DES RAPPORTS

A la fin de l'audit, nous avons tenu une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit.

De plus, chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- ❖ rapport provisoire ;
- ❖ rapport final.

4. SYNTHÈSE DE LA REVUE

4.1 CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL, A L'ORGANISATION ET A L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

L'Autorité contractante, en application des dispositions des articles 35, 36 du Code des marchés et celles des arrêtés 11586, 11588 du 28 Décembre 2007 relatives respectivement aux cellules de passation des marchés publics et aux commissions de passation des marchés a mis en place les outils nécessaires à la préparation, la passation et l'exécution de ses marchés.

4.1.1 PRESENTATION DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

Le CEREEQ est un organisme scientifique et technique dont la mission est de définir et promouvoir une politique de recherche technologique et d'utilisation rationnelle des matériaux de construction, du contrôle de leur qualité. Il est à la disposition des services et collectivités publics, des sociétés privées et des particuliers pour assurer cette fonction de garant de la veille technologique et scientifique.

Il a pour missions entre autres de procéder à :

- des essais et études expérimentales concernant les constructions de bâtiments et d'ouvrages de travaux publics dont le but principal est d'assurer la qualité des travaux exécutés ;
- des études et recherches d'intérêt général, soit en vue de la mise au point de techniques et de matériaux nouveaux, soit de façon à adapter aux conditions locales les normes et méthodes internationales ;
- des contrôles sur les éléments préfabriqués et les ouvrages exécutés pour vérifier leur conformité au projet et leur aptitude à rendre le service attendu.

Ainsi, le CEREEQ apporte son concours dans les secteurs importants du développement national tels que :

- le transport : routes, chemins de fer, ports et aéroports ;
- l'équipement du territoire et les équipements industriels : barrages, digues, usines ;
- construction et l'habitat.

Il convient de souligner que des raisons particulières militent en faveur du maintien d'une participation publique minoritaire dans le capital social du Centre expérimental de Recherches et d'Etudes pour l'Équipement (CEREEQ) la nécessité pour l'Etat de continuer à suivre la gestion du CEREEQ en raison des activités spécifiques de contrôle technique des infrastructures routières et immobilières qui sont dévolues à cette entreprise, militent en faveur de la présence de l'Etat dans le capital desdites entreprises aux cotés des partenaires privés qui détiendront la majorité du capital social.

4.1.2 LA COMMISSION DES MARCHES DU CEREEQ

Le CEREEQ a procédé à la nomination de la commission des marchés par note de service N° 02-13 du 29 janvier 2013 qui désigne le Directeur Général comme Président de la Commission des marchés.

Le 14 février 2013, une nouvelle Commission a été mise en place par l'autorité contractante par note rectificative 004/13 qui désigne le Directeur technique, comme Président de la Commission.

4.1.3. LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES DU CEREEQ

La Cellule de Passation des Marchés (CPM) du CEREEQ a été créée par Note de service N° 05/13. Cependant, le coordonnateur n'a été désigné que le 23 juillet 2013 par note N°20 /19.

La Cellule comprend trois membres dont un Coordonnateur, tous cadres, conformément aux dispositions de l'arrêté 11586/MEF du 28 Décembre 2007.

Il découle de nos échanges avec le coordonnateur et sur la base des correspondances adressées à l'autorité contractante par l'ARMP et la DCMP que le Coordonnateur de la Cellule et les membres de la commission des marchés ont suivi des sessions de formation dans le domaine des marchés publics.

4.1.4 PRODUCTION DU RAPPORT ANNUEL

La Cellule de passation des marchés du CEREEQ n'a pas établi le rapport annuel sur les marchés publics au cours de la gestion 2013, en violation des dispositions de l'article 143 du Code des Marchés Publics.

4.1.5. DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PREPARATION DES MARCHES

4.1.5.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES (PPM)

➤ RAPPEL DE LA DISPOSITION DU CMP (ARTICLE 6)

« Lors de l'établissement de leur budget, les autorités contractantes évaluent le montant total des marchés de fournitures, par catégorie de produits, des marchés par catégorie de services et des marchés de travaux, qu'elles envisagent de passer au cours de l'année concernée et établissent un plan de passation des marchés comprenant l'ensemble de ces marchés, suivant un modèle type fixé par l'Organe de régulation des marchés publics. ...Les autorités contractantes doivent les communiquer à la Direction chargée du contrôle des marchés publics qui en assure la publication ».....

Le plan de passation du CEREEQ a été établi conformément au modèle préconisé par l'ARMP et transmis par bordereau le 28 janvier 2013.

L'analyse du PPM fait ressortir une prévision de 13 marchés à conclure. Nous avons noté cependant que seuls quatre d'entre eux, pour diverses raisons, ont été passés selon la liste communiquée par la Cellule de passation des marchés, soit 30,76% des prévisions.

4.1.5.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'alinéa 3 de l'article 6 du CMP dispose : « les projets de marchés figurant dans le PPM qui doivent donner lieu à une procédure d'appel d'offres comportant un appel public à la concurrence, font l'objet de publication, par les soins des autorités contractantes, avant la fin du mois de Janvier de l'année prévue pour leur passation d'un avis général établi et publié, selon le modèle arrêté par décision de l'organe chargé de la régulation des marchés publics ».

Le CEREEQ n'a pas établi un avis général de passation de marchés pour 2013.

4.1.6. ARCHIVAGE DES DOSSIERS

Le dispositif d'archivage et de classement mis en place par le CEREEQ pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant. Les marchés examinés ne comportent pas l'ensemble des documents requis.

4.1.7. AUTRES

Le CEREEQ ne dispose pas de registre des marchés, en violation des dispositions du décret n°2011-1880 du 24 Novembre 2011 portant réglementation générale sur la comptabilité publique.

Une commission de réception a été mise en place par note 014/13 du 07 juin 2013.

4.2 CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES

4.2.1. ECHANTILLON

MODE DE PASSATION	CEREEQ				
	RECAPITULATIF DES MARCHES (EN F CFA)		MARCHES SELECTIONNES POUR REVUE (EN F CFA)		
	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	SCOOP EN VOLUME/MODE
DRP	04	32 693 302	04	32 693 302	100%
TOTAL	04	32 693 302	04	32 693 302	
Taux de couverture				100 %	100 %

Notre sélection représente 100 % en volume et 100 % en valeur.

4.2.2 RAPPEL DES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES APPLICABLES A L'ENTITE AUDITEE

L'article 53 du décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics dispose à son alinéa 1 : « Pour l'application des procédures décrites au présent Titre, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprise, pour ce qui concerne les marchés des *Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes à participation publique majoritaire, Agences et autres* :

- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles ».

Le CEREEQ est une Société Anonyme à participation publique majoritaire. Il en découle que les seuils définis ci-dessus sont ceux applicables à la passation de ses marchés.

4.2.3 MARCHES CONCLUS PAR AOO

Aucun marché n'a été passé par appel d'offres.

4.2.3.1 SEUIL DCMP

✓ RAPPEL DE LA DISPOSITION REGLEMENTAIRE :

L'arrêté 11580 MEF pris en application du Code des Marchés Publics fixe les seuils d'examen préalable par la Direction centrale des Marchés publics des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure à son article 1-c en ce qui concerne les Etablissements publics comme suit :

Pour les marchés des personnes morales visées à l'article 2.1 c

- quatre cent (400) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de fournitures ;
- Deux cent (200) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de services et de prestations intellectuelles ;
- Cinq cent (500) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de travaux.

S'agissant des seuils d'examen de la DCMP des rapports d'analyses comparatives d'offres ou de propositions et des procès-verbaux d'attributions provisoires de marchés établis par les commissions des marchés, l'article 2 les fixe à son alinéa c pour les sociétés nationales et les sociétés à participation publique majoritaire comme suit :

- Deux cent(200) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de fournitures et de services y compris les prestations intellectuelles ;
- Quatre cent (400) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de travaux

La société CEREEQ n'a conclu en 2013 aucun marché dont le Seuil est > au Seuil DCMP.

4.2.3.2 MARCHES < SEUIL DCMP

La société CEREEQ n'a conclu en 2013 aucun marché dont le Seuil est < au Seuil DCMP.

4.2.4 MARCHES CONCLUS PAR AOR

Le CEREEQ n'a conclu en 2013 aucun marché par la procédure d'appel d'offres restreint.

4.2.5 MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Le CEREEQ n'a conclu en 2013 aucun marché de prestations intellectuelles.

4.2.6 MARCHES CONCLUS PAR DRP

Notre revue a porté sur (quatre) 4 marchés passés par la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix listés ci-dessous :

- ✚ MARCHE N° 3/2013 : **fourniture de lubrifiants et de l'entretien des véhicules** Montant minimal 2 389 854 F CFA Montant maximal 4 000 000 F CFA attribué à la société **Station service total castors**
- ✚ MARCHE N° F/CRQ/02/2013 : **Fournitures de bureau et consommables informatiques** Montant minimal : 6 000 000 F CFA TTC Montant maximal : 9 993 302 F CFA TTC attribué à la société **COGEC**
- ✚ MARCHE N° 4/2013 : **Acquisitions de pièces de rechanges véhicules montant :** Montant minimal 5 000 000 F CFA Montant maximal 10 000 000 F CFA attribué à Thiaroye automobiles

Pour ces marchés, en dehors des constats d'ordre général, nous n'avons pas relevé de constats spécifiques.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons au CEREEQ de veiller au respect des dispositions des articles cités ci-dessus du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics.

- ✚ MARCHE N° S/CRQ/01/2013 : **Gardiennage des locaux du CEREEQ**, montant : 725 000 F CFA mensuel

Il ressort de nos travaux les constats ci-dessous :

- les conditions d'éligibilité à la commande publique spécifiées dans l'article 43 du NCMP et les renseignements et justifications requis pour la participation aux marchés publics ne sont pas rappelées dans la lettre de saisine des soumissionnaires ;
- aucun critère de qualification n'est exigé du candidat en violation des dispositions de l'article 77 du décret portant CMP.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons au CEREEQ de :

- veiller au respect des dispositions des articles cités ci-dessus du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics ;
- mieux formaliser la saisine des entreprises consultées dans le cadre d'une DRP par un courrier en bonne et due forme ; outre les spécifications du besoin objet de la DRP, les délais de soumission des offres etc. ; le dit courrier doit mentionner le nom des fournisseurs destinataires de la lettre de saisine.

4.2.7 MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE

Aucun marché n'a été passé par entente directe par le CEREEQ au cours de la gestion 2013.

4.2.8 AVENANTS

Aucun avenant relatif à ces marchés n'a été conclu par le CEREEQ au cours de la gestion 2013

4. 2.9 EVALUATION DES FRACTIONNEMENTS POTENTIELS (DEMANDES DE COTATIONS, AUTRES ACQUISITIONS)

Aucun cas de fractionnement n'a été constaté.

4.2.10 MARCHES AYANT FAIT L'OBJET D'UN RECOURS AUPRES DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS DE L'ARMP

Aucun marché passé par le CEREEQ n'a fait l'objet de recours en 2013.

4. 3 CONSTATS RELATIFS A L'AUDIT PHYSIQUE (MATERIALITE, EXECUTION PHYSIQUE)

Les marchés du CEREEQ ne figurent pas dans l'échantillon faisant l'objet de contrôles physiques validé avec l'ARMP.

4.4 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS ET RECOMMANDATIONS DE LA REVUE

La synthèse des non conformités et recommandations de la revue sont présentées dans le tableau ci-dessous :

SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS ET DES RECOMMANDATIONS

OBSERVATIONS	RECOMMANDATIONS	PERSONNE RESPONSABLE
Le rapport annuel transmis à la DCMP de la cellule de passation des marchés destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé	Veiller au respect de l'article 143 du CMP	CEREEQ/CPM
Le non respect des cinq jours francs pour les convocations des DRP	Veiller au respect de l'article 39 du CMP sur les convocations des membres de la commission	CEREEQ /CPM
Au regard des pièces classées dans le dossier de marché, les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de l'article 83 alinéa 3 du décret portant CMP	Veiller aux dispositions de l'article 83 alinéa 3 du décret portant CMP	CEREEQ /CPM
L'absence de transmission à la DCMP, des procès verbaux d'attribution des marchés passés par DRP et ayant atteint le seuil fixé par la réglementation, aux fins de publication sur le site des marchés publics,	Publier les avis d'attribution des marchés passés par DRP dans le site des marchés publics en application des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code marchés publics.	CEREEQ /CPM
Les marchés à commande passés sans l'autorisation de la DCMP, conformément à l'article 140 du CMP	Se conformer à l'article 140 du CMP	CM/CPM
Un des membres de la Cellule participe aux travaux d'évaluation et signe le rapport d'évaluation ;	Veiller à ce que les membres de la cellule des marchés ne participent aux travaux d'évaluation	CEREEQ /CPM
L'envoi des lettres d'invitation n'est pas simultanée en violation des dispositions de l'article 78 alinéa 2 du CMP ;	Se conformer aux dispositions de l'article 78 alinéa 2 du CMP	CEREEQ/CPM
Aucun document pouvant attester de la capacité juridique des différents soumissionnaires n'a été demandé aux candidats, en violation des dispositions des articles 44 et 78 alinéa 3, qui stipulent que les spécifications techniques doivent être bien précises ainsi que la procédure de consultation	Veiller aux dispositions des articles 44 et 78 alinéa 3, qui stipulent que les spécifications techniques doivent être bien précises ainsi que la procédure de consultation ;	DAF/CPM
L'évaluation des offres était très sommaire et ne consistait qu'en une comparaison des prix ;	Evaluer les offres des soumissionnaires sur la base des seuls critères préalablement définis dans le dossier d'appel à la concurrence et veiller à une plus grande précision de la définition des besoins	CM/CPM
Les conditions d'éligibilité à la commande publique spécifiées dans l'article 43 du NCMP et les renseignements et justifications requis pour la participation aux marchés publics ne sont pas rappelées dans la lettre de saisine des	Mieux formaliser la saisine des entreprises consultées dans le cadre d'une DRP par un courrier en bonne et due forme ; outre les spécifications du besoin objet de la DRP, les délais de soumission des offres etc. ; ledit courrier	CM/CPM

soumissionnaires conformément aux dispositions des articles 44 à 46 du NCMP	doit mentionner le nom des fournisseurs destinataires de la lettre de saisine	
-----------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------	--

4.5 SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

L'état de mise en œuvre des recommandations issues de l'audit précédent est présenté ci-après :

TABEAU DE SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS

POINTS DE RECOMMANDATIONS	SUIVI DE LA RECOMMANDATION
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES	
L'élaboration chaque année d'un Plan de passation des marchés et la publication d'un Avis général de passation des marchés conformément aux dispositions du CMP	Recommandation levée
La préparation du rapport annuel par la Cellule de passation des Marchés, conformément à l'article 143 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011	Recommandation maintenue
La mise en place d'un registre des marchés conformément à l'article 67-3 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics	Recommandation maintenue
Le processus de la gestion des DRP doit être mis en œuvre par une application rigoureuse du CMP et de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 notamment sur les points concernant : la transmission simultanée de la lettre d'invitation à cinq (05) candidats au moins, le respect des délais de remise des offres et de l'exécution des prestations, l'établissement des PV d'ouverture des plis, l'élaboration de rapports d'évaluation des offres, l'information par écrit des soumissionnaires non retenus.	A part le défaut d'information des candidats non retenus, le CEREEQ a globalement suivi cette recommandation
Le CEREEQ devra également respecter les seuils d'application de la procédure des DRP. En cas de dépassement des seuils autorisés, la procédure d'appel d'offres devra être utilisée.	Recommandation levée

5. STATISTIQUES DES ANOMALIES

5.1 TABLEAU STATISTIQUE DES ANOMALIES

ANOMALIES/MARCHES	DRP 1	DRP 2	DRP 3	DRP 4	TOTAL ANOMALIES	TOTAL MARCHES REVUS	STATISTIQUE DES ANOMALIES
Le non respect des cinq jours francs pour les convocations des DRP	1	1	1	1	4	4	100%
Au regard des pièces classées dans le dossier de marché, les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de l'article 83.3 du CMP	1	1	1	1	4	4	100%
L'absence de transmission à la DCMF, des procès verbaux d'attribution des marchés passés par DRP et ayant atteint le seuil fixé par la réglementation, aux fins de publication sur le site des marchés publics,	1	1	1	1	4	4	100%
Les marchés à commande passés sans l'autorisation de la DCMF, conformément à l'article 140 du CMP	1	1		1	3	4	75%
Un des membres de la Cellule participe aux travaux d'évaluation et signe le rapport d'évaluation ;	1	1	1	1	4	4	100%
Aucun document pouvant attester de la capacité juridique des différents soumissionnaires n'a été demandé aux candidats, en violation des dispositions des articles 44 et 78 alinéa 2, qui stipulent que les spécifications techniques doivent être bien précises ainsi que la procédure de consultation ;	1	1	1	1	4	4	100%
L'évaluation des offres était très sommaire et ne consistait qu'en une comparaison des prix ;	1	1	1	1	4	4	100%
Les conditions d'éligibilité à la commande publique spécifiées dans l'article 43 du NCMP et les renseignements et justifications requis pour la participation aux marchés publics ne sont pas rappelées dans la lettre de saisine des soumissionnaires conformément aux dispositions des articles 45 et 46 du NCMP	1	1	1	1	4	4	100%
L'envoi des lettres d'invitation n'est pas simultanée en violation des dispositions de l'article 78 al 2 du CMP ;	1	1	1	1	4	4	100%

6. ANNEXES

SOMMAIRE DES ANNEXES

1. REVUE DETAILLEE DES MARCHES PASSES PAR DRP	31
------------------------------------------------------------	-----------

ANNEXE1 REVUE DES MARCHES PASSES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX

MARCHE N° 3/2013 FOURNITURE DE LUBRIFIANTS ET DE L'ENTRETIEN DES VEHICULES

COMMENTAIRE SUR LE MARCHE

La DRP est relative à la fourniture de lubrifiants et de l'entretien des véhicules pour un montant minimal de F CFA 2 389 854 et un montant maximal de F CFA 4 000 000.

DONNEES DU MARCHE

1. Financement:	Fonds Propres
2. Nom de l'Autorité contractante:	CEREEQ
3. Intitulé du marché:	fourniture de lubrifiants et de l'entretien des véhicules
4. Numéro du marché:	MARCHE N° 3/2013
5. Description des biens, travaux ou services:	fourniture de lubrifiants et de l'entretien des véhicules
Fournisseurs invités	<ul style="list-style-type: none"> - Station Elton Front de terre - Station Shell Arafat Grand Yoff - Station service Total castors - Station Total Khar Yalla - Station Oilibiya en face jet d'eau
6. Date de dépôt des offres	10/04/2013
7. Date du PV d'ouverture des plis	03 mai 2013
8. Nombre d'offres reçues:	3
10. Date attribution provisoire	13 mai 2013
11. Nom de l'attributaire du marché:	Station service Total castors
11. Date de notification provisoire	17 juillet 2013
12.. Informations aux candidats:	Non
13. Date de signature du contrat:	17 juillet 2013
14. Date d'Approbation	02 août 2013
15. Date de notification définitive	24 mai 2013
17. Délai d'exécution:	12 mois
18. Date ordre de service de commencer	27 mai 2013
19. Date de réception des travaux:	20 juin 2013
20. Montant marché:	Montant minimal 2 389 854 F CFA Montant maximal 4 000 000 F CFA
21. Montant inscription budgétaire	4 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINT DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- la non-publication de l'attribution du marché dans le site de la DCMP en violation de l'article 78 alinéa 3 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui dispose que les DRP doivent faire l'objet d'une publication dans le site de la DCMP dès leur attribution ;
- la non transmission de façon simultanée de la lettre d'invitation à cinq (05) candidats au moins en violation des dispositions de l'article 78 du CMP ;
- le non respect du délai des 5 jours francs pour les convocations des membres de la commission en violation des dispositions de l'article 39 du CMP ;
- la non information par écrit des soumissionnaires non retenus en violation des dispositions de l'article 78 du CMP;
- la participation d'un membre de la Cellule dans l'évaluation des offres ;

- le contrôle a priori par la DCMP des dossiers d'appel à la concurrence pour les marchés à commande ne s'est pas fait, en violation des dispositions de l'article 140 du CMP.

RECOMMANDATION

Nous recommandons au CEREEQ de :

- respecter les dispositions du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics
- mettre en œuvre le processus de la gestion des DRP par une application rigoureuse du CMP et de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.

CONCLUSION

La procédure de passation de ce marché n'est pas conforme aux dispositions du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

✚ MARCHE N° F/CRQ/02/2013 FOURNITURES DE BUREAU ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES

COMMENTAIRE SUR LE MARCHE

La DRP est relative à la fourniture de Fournitures de bureau et consommables informatiques pour un montant minimal de F CFA 6 000 000 et un montant maximal de F CFA 9 993 302.

DONNEES DU MARCHE

Financement:	Fonds propres
2. Nom de l'Autorité contractante:	CEREEQ
3. Intitulé du marché:	Fournitures de bureau et consommables informatiques
4. Numéro du marché:	MARCHE N° F/CRQ/02/2013
5. Description des biens, travaux ou services:	Fournitures de bureau et consommables informatiques
Fournisseurs invités	<ul style="list-style-type: none"> - COGEC - ICAD Services - IDEAL Services - Générale distribution - GIE le Cap Vert
6. Date de dépôt des offres	10 avril 2013
7. Date du PV d'ouverture des plis	03 mai 2013
8. Nombre d'offres reçues:	05
10. Date attribution provisoire	13 mai 2013
11. Nom de l'attributaire du marché:	COGEC
12.. Informations aux candidats:	non
13. Date de signature du contrat:	24 mai 2013
14. Date d'Approbation	24 mai 2013
15. Date de notification définitive	24 mai 2013
17. Délai d'exécution:	12 mois
18. Date ordre de service de commencer	Non précisée
19. Date de réception des travaux:	Non précisée
20. Montant marché:	Montant minimum : 6 000 000 F CFA TTC Montant maximum : 9 993 302 F CFA TTC
21. Montant inscription budgétaire	10 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINT DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- la non-publication de l'attribution du marché dans le site de la DCMP en violation de l'article 78 alinéa 3 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui dispose que les DRP doivent faire l'objet d'une publication dans le site de la DCMP dès leur attribution ;
- la non transmission de façon simultanée de la lettre d'invitation à cinq (05) candidats au moins en violation des dispositions de l'article 78 du CMP ;
- le non respect du délai des 5 jours francs pour les convocations des membres de la commission en violation des dispositions de l'article 39 du CMP ;
- la non information par écrit des soumissionnaires non retenus en violation des dispositions de l'article 78 du CMP;

- la participation d'un membre de la Cellule dans l'évaluation des offres ;
- Le contrôle a priori par la DCMP des dossiers d'appel à la concurrence pour les marchés à commande ne s'est pas fait, en violation des dispositions de l'article 140 du CMP.

RECOMMANDATION

Nous recommandons au CEREEQ de :

- respecter les dispositions du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- mettre en œuvre le processus de la gestion des DRP par une application rigoureuse du CMP et de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.

CONCLUSION

La procédure de passation de ce marché n'est pas conforme aux dispositions du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

MARCHE N° S/CRQ/01/2013 GARDIENNAGE DES LOCAUX CEREEQ

COMMENTAIRE SUR LE MARCHE

La DRP est relative au **Gardiennage des locaux du CEREEQ** pour un montant mensuel de F CFA 725 000.

DONNEES DU MARCHE

1. Financement:	Fonds Propres
2. Nom de l'Autorité contractante:	CEREEQ
3. Intitulé du marché:	Gardiennage des locaux CEREEQ
4. Numéro du marché:	MARCHE N° S/CRQ/01/2013
5. Description des biens, travaux ou services:	Gardiennage des locaux CEREEQ
Fournisseurs invités	<ul style="list-style-type: none"> - PHOENIX - SAGAM - FAMBENE SECURITE - VIGA ASSISTANCE - AXESS
6. Date de dépôt des offres	10 avril 2013
7. Date du PV d'ouverture des plis	18 avril 2013
8. Nombre d'offres reçues:	04
10. Date attribution provisoire	26 avril 2013
11. Nom de l'attributaire du marché:	FAMBENE SECURITE
12.. Informations aux candidats:	Non
13. Date de signature du contrat:	17 juillet 2013
14. Date d'Approbation	30 mai 2013
15. Date de notification définitive	29 mai 2013
17. Délai d'exécution:	12 mois
18. Date ordre de service de commencer	30 mai 2013
19. Date de réception des travaux:	20 juin 2013
20. Montant marché:	725 000 F CFA mensuel
21. Montant inscription budgétaire	Non communiqué

ANOMALIES ET POINT DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

Nos travaux nous ont permis de constater :

- la non-publication de l'attribution du marché dans le site de la DCMP en violation de l'article 78 alinéa 3 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui dispose que les DRP doivent faire l'objet d'une publication dans le site de la DCMP dès leur attribution ;
- la non transmission de façon simultanée de la lettre d'invitation à cinq (05) candidats au moins en violation des dispositions de l'article 78 du CMP ;
- le non respect du délai des 5 jours francs pour les convocations des membres de la commission en violation des dispositions de l'article 39 du CMP ;
- la non information par écrit des soumissionnaires non retenus en violation des dispositions de l'article 78 du CMP;
- la participation d'un membre de la Cellule dans l'évaluation des offres ;
- les conditions d'éligibilité à la commande publique spécifiées dans l'article 43 du NCMP et les renseignements et justifications requis pour la participation aux marchés publics ne sont pas rappelées dans la lettre de saisine des soumissionnaires ;

- Aucun critère de qualification n'est exigé du candidat en violation des dispositions de l'article 77 du décret portant CMP.

RECOMMANDATION

Nous recommandons au CEREEQ de :

- respecter les dispositions du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- mettre en œuvre le processus de la gestion des DRP par une application rigoureuse du CMP et de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.

CONCLUSION

La procédure de passation de ce marché n'est pas conforme aux dispositions du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

MARCHE N° 4/2013 ACQUISITIONS DE PIÈCES DE RECHANGES

COMMENTAIRE SUR LE MARCHE

La DRP est relative à l'acquisition de pièces de rechanges pour un montant minimal de F CFA 5 000 000 et un montant maximal de F CFA 10 000 000.

DONNEES DU MARCHE

Financement:	Fonds propres
2. Nom de l'Autorité contractante:	CEREEQ
3. Intitulé du marché:	Acquisitions de pièces de rechanges
4. Numéro du marché:	MARCHE N° 4/2013
5. Description des biens, travaux ou services:	Acquisitions de pièces de rechanges
Fournisseurs invités	<ul style="list-style-type: none"> - Wakeur Hadimou Rassoul - Samat Sarl - Société Thiaroyes Automobiles - Sénégal Négoce - Djiamil Garage - Ets Abdel Kader Khaled
6. Date de dépôt des offres	28 octobre 2013
7. Date du PV d'ouverture des plis	28 octobre 2013
8. Nombre d'offres reçues:	01
10. Date attribution provisoire	Non communiquée
11. Nom de l'attributaire du marché:	Thiaroye automobile
11. Date de notification provisoire	Non communiquée
12.. Informations aux candidats:	Non
13. Date de signature du contrat:	26/12/2013
14. Date d'Approbation	Non communiquée
15. Date de notification définitive	Non communiquée
17. Délai d'exécution:	12 mois
18. Date ordre de service de commencer	27 mai 2013
19. Date de réception des travaux:	20 juin 2013
20. Montant marché:	Montant minimal 5 000 000 F CFA Montant maximal 10 000 000 F CFA
21. Montant inscription budgétaire	10 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINT DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- la non-publication de l'attribution du marché dans le site de la DCMP en violation de l'article 78 alinéa 3 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui dispose que les DRP doivent faire l'objet d'une publication dans le site de la DCMP dès leur attribution ;
- la non transmission de façon simultanée de la lettre d'invitation à cinq (05) candidats au moins en violation des dispositions de l'article 78 du CMP ;
- Le non respect du délai des 5 jours francs pour les convocations des membres de la commission en violation des dispositions de l'article 39 du CMP ;
- la non information par écrit des soumissionnaires non retenus en violation des dispositions de l'article 78 du CMP;

- la participation d'un membre de la Cellule dans l'évaluation des offres ;
- le contrôle a priori par la DCMP des dossiers d'appel à la concurrence pour les marchés à commande ne s'est pas fait, en violation des dispositions de l'article 140 du CMP.

RECOMMANDATION

Nous recommandons au CEREEQ de :

- respecter les dispositions du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- mettre en œuvre le processus de la gestion des DRP par une application rigoureuse du CMP et de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.

CONCLUSION

La procédure de passation de ce marché n'est pas conforme aux dispositions du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.